

La crise financière mondiale et son impact sur les tâches des organismes de l'ONU

Président du Comité de Haut Niveau sur les Programmes
Juan Somavia, Directeur Général, Organisation Internationale du Travail



Conseil des Chefs de Secrétariat des
Organismes des Nations Unies pour la
coordination (CCS)

La crise financière mondiale et son impact sur les tâches des organismes de l'ONU

AVANT-PROPOS

Face à l'éventualité que la communauté internationale affronte l'une des menaces financières, économiques et sociales les plus sérieuses de notre temps, le Conseil des Chefs de Secrétariat des Organismes de l'Organisation des Nations Unies pour la coordination (CCS) s'est réuni pour analyser les divers aspects pertinents et se mobiliser pour prendre des mesures afin de faire face à l'impact de la crise dans les domaines du travail de chacun de ses membres.

Les Chefs de Secrétariat de toutes les agences, fonds et programmes de l'ONU, de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire International et de l'Organisation Mondiale du Commerce, sous la direction du Secrétaire Général des Nations Unies, se sont réunis à Paris les 4 et 5 avril 2009 et ont décidé de mettre en commun leurs mandats, connaissances, expérience et moyens d'action pour prendre des initiatives énergiques.

Le Comité de Haut Niveau sur les Programmes du CCS (HLCP, d'après ses sigles en anglais) a conçu une vaste approche qui comprend tout le système et qui a servi de base à la réflexion et à la prise de décisions des Chefs de Secrétariat. Étant les administrateurs de programmes plus hiérarchiques, les membres du HLCP se trouvent dans une situation privilégiée pour faire de apports clés, à la cohérence politique et aux programmes de tout le système multilatéral. Ils ont aussi la capacité de mobiliser les organisations qu'ils dirigent afin de fournir une réponse intégrale à la crise.

Lors de la réunion de Genève, les 26 et 27 février 2009, le HLCP a analysé de façon exhaustive la version préliminaire de ce document, présenté par le Président, sur la base d'un ensemble très riche en apports de toutes les agences. La réunion de Paris du CDE, a donné lieu à un échange vigoureux d'opinions, les membres du CCS ont donné leur appui aux mesures proposées par le HLCP ainsi qu'aux diverses initiatives pour l'action conjointe que contient le Document Thématique élaboré par le Président du HLCP.

Les Chefs de Secrétariat ont élaboré un Communiqué du CCS à propos de la réponse des Organismes de l'ONU, à la crise financière et économique, jointe, sous forme d'Appendice à ce document. Le communiqué met l'accent sur les effets de la crise financière et économique chez les personnes – notamment chez les plus vulnérables – et engage le système inter- agences à la cohérence politique et à la coordination internationale de politiques pour obtenir une réponse rapide, multidisciplinaire et efficace à la crise du monde entier.

De sa part, le HLCP s'engage fermement à la tâche de faire face à ces défis économiques, sociaux et environnementaux sans précédent. Nous sommes résolus à déployer toutes les ressources et les capacités de réussite pour les personnes dans toutes les communautés et dans tous les pays touchés par la crise en cours.

Comme président en exercice du HLCP, je fais pleinement confiance à la capacité des Organismes de l'ONU pour travailler de manière collaborative et efficace et avec le sens d'urgence que la situation requiert. Je remercie tous ceux qui ont contribué avec tant d'énergie et tant d'enthousiasme à ce plan d'action intégrale et cohérente.



Juan Somavia
Président, HLCP
Directeur Général, Organisation Internationale du Travail

CONTENU

Introduction.....	1
La crise et ses conséquences	2
Il faut compter avec une réponse internationale coordonnée	3
Domaines clés pour la cohérence politique	5
Finances	7
Commerce	9
Emploi, production et demande extraordinaire	11
Environnement.....	13
Sécurité alimentaire	15
Services sociaux, empowerment et protection des personnes	17
Sécurité humanitaire et stabilité sociale	20
Coopération internationale pour le développement.....	22
La route vers l’avenir	24
Appendice	
Communiqué du CCS.....	29
Cadres d’initiatives conjointes	
Commerce.....	10
Un pacte mondial pour l’emploi	12
Initiative pour une Economie Verte	14
Situation financière mondiale et sécurité alimentaire	16
Un plancher de protection sociale	19
Stabilité sociale, humanitaire et de la sécurité.....	21
Financement additionnel pour les plus vulnérables	23
Monitoring et analyse	24
Technologie et innovation	25

INTRODUCTION

1. Ce document a été élaboré par le Président du HLCP pour être considéré par le CCS, comme résultat des délibérations du HLCP sur les impacts de la crise financière et économique dans sa réunion des 26 et 27 février 2009. Ce document reflète la version révisée du Document Thématique¹ élaboré pour ces délibérations, sur la base d'un ensemble très riche en apports fournis par les organisations membres du CCS. Le résumé² des contributions reçues est aussi à la disposition du CCS.

2. Les caractéristiques multidimensionnelles de la crise et l'étendue des actions et initiatives que les institutions multilatérales ont mis en marche, confirment les interrelations et le potentiel pour la synergie entre les organisations membres du CCS. Aucune d'elles ne compte avec l'autorité, ni est équipée pour faire face à la crise sous tous ses aspects. La réponse à la crise exige une stratégie cohérente et intégrale réunissant les connaissances, l'expérience, les forces et les capacités du système entier et renforçant les interactions et la coopération, ce qui fera que le système multilatéral fournisse une réponse énergique, intégrale et cohérente à la crise dans ses multiples dimensions, aux niveaux mondial, régional et national.

3. Il est important de considérer que le système multilatéral doit agir rapidement, avec efficience et efficacité, sans précédent, et qu'il doit non seulement tenir compte des défis immédiats de la crise mais profiter de l'occasion de défendre ses valeurs à long terme et contribuer de façon efficace à la construction d'un meilleur avenir pour le peuple du monde entier.

¹ CEB/2009/HLCP -XVII/CRP.1

² CEB/2009/HLCP -XVII/CRP.1/Add.1

LA CRISE ET SES CONSEQUENCES

4. Le monde est englouti dans une crise financière, économique et sociale qui s'étend et évolue à une grande vitesse. Les voies de transmission sont rapides et multiples; depuis le crédit bancaire et les flux financiers et de capitaux, en passant par la chute de la demande qui touche la production, les exportations et les prix, jusqu'aux cours de change et les situations de balance par compte courant et fiscales. Les effets sont ressentis sur l'économie réelle et bientôt cela deviendra une crise mondiale de l'emploi. Tous les pays ressentent les effets de cette sévère détérioration mondiale qui se caractérise pour être la plus sérieuse en plus de 60 ans.

5. Dans la plupart des pays développés la récession a déjà commencé et dans les économies émergentes et les pays en voie de développement on éprouve un ralentissement remarquable. Les perspectives économiques pour l'année en cours sont les pires de l'histoire économique moderne et elles indiquent qu'en 2009, surviendra la stagnation et même la récession dans l'économie mondiale. On s'attend aussi à la contraction du commerce mondial et des investissements directs à l'étranger, qui figurent parmi les moteurs les plus puissants de la croissance et du développement économiques.

6. La crise affecte, tout d'abord et surtout, les personnes ; à travers l'emploi et le travail, les revenus et les gains, et les prix ; puis à travers les services. Si on ne prend pas des mesures de façon urgente, les conséquences peuvent être dévastatrices pour les plus vulnérables et ceux qui n'ont pas voix au chapitre. La possibilité que les OMD se réalisent, est en danger. La pauvreté et la faim augmentent et il est probable que l'on voit un sérieux recul des progrès qu'on a eu tant de mal à obtenir. L'emploi a brusquement chuté dans beaucoup de pays et il est probable qu'il va diminuer encore plus au cours de 2009. Pour la plupart, le pouvoir d'achat et la qualité de la vie diminuent. Les enfants, les femmes, les personnes qui travaillent et les personnes qui étaient déjà défavorisées, seront les premiers à accuser les coups. Les migrants et les réfugiés sentiront la pression d'un nouveau déplacement. La frustration, les tensions, l'instabilité augmentent.

7. A mesure que les pays développés se consacrent à s'occuper de leurs propres problèmes internes, surgis à cause de la crise, le protectionnisme et la tendance à se protéger eux-mêmes commenceront à prévaloir et la disponibilité de ressources pour le développement sera encore plus restreinte. En plus, à mesure que les niveaux de chômage augmenteront, il est probable que se réduira le flux de virements des travailleurs migrants à leurs pays d'origine, ce qui affectera de façon directe des millions de foyers.

IL FAUT COMPTER AVEC UNE REPONSE INTERNATIONALE COORDONNEE

8. La crise actuelle est mondiale et a son origine dans le monde développé. Les gouvernements du monde entier sont en train de prendre des mesures sans précédent, pour éviter le collapsus du système financier. Jusqu' à présent, les efforts se sont axés, particulièrement sur la stabilisation des marchés financiers, la restauration de la liquidité des crédits et la relance de l'économie. Dans grand nombre d'économies développées et émergentes, les mesures de sauvetage financier ont été complétées par des annonces de mesures fiscales, agressives, de réduction d'impôts et augmentation de la dépense publique. Les chiffres composant les paquets fiscaux, le plus souvent, n'ont pas de précédent.

9. Cependant, même si le fait que les pays ont réagi aussi rapidement, mérite des éloges, jusqu'à présent l'impact des mesures prises a été limité. Évidemment, le manque de coordination internationale diminue l'effet général des mesures de stimulation. En plus, cela fait que les pays individuels soient peu disposés à agir plus rapidement que leurs partenaires commerciaux, étant donné les liens internationaux existants. En conséquence, il est possible que la mise en place pratique des paquets de stimulation, n'obtienne pas les résultats attendus à court terme.

10. Les pays développés ont les ressources pour mettre en place des paquets de sauvetage et de stimulation de leurs propres fonds fiscaux ou bien peuvent avoir recours au marché financier. Au contraire, les économies des pays en voie de développement, éprouvant les sursauts de la réduction du commerce international, les recoupements brusques de l'investissement direct à l'étranger et la diminution précipitée des virements migratoires, ne sont presque jamais à même de pouvoir prendre de telles mesures pour leur compte. Certains n'ont pas les ressources fiscales mais peuvent accéder aux marchés financiers. D'autres au FMI ou à d'autres types de financement international. Les Pays les Moins Avancés (PMA) ne peuvent avoir recours qu'à l'aide internationale, à un moment où l'assistance officielle pour le développement (AOD) devient encore plus restreinte.

11. De toute façon, on n'a pas encore pris des mesures visant à garantir que le fossé entre les pays ne se creuse davantage comme résultat des différentes capacités pour répondre à la crise. Si on ne s'occupe pas de ces problèmes de structure, les déséquilibres et les inégalités mondiales s'intensifieront et il sera seulement question de temps avant que le statu quo ne se renverse et qu'on ne subisse une autre grave crise systémique.

12. Il faut, avant tout, qu'il existe une coordination internationale parmi les réponses à la crise. D'autre part, les réponses doivent s'occuper des déséquilibres fondamentaux de l'économie mondiale, y compris des échecs du marché ainsi que des fossés quant au développement, alimentation, éducation, santé, emploi, hébergement et des aspects sociaux et environnementaux existant avant la crise. Bref, le défi consiste à répondre à la crise en même temps qu'on se fraie un chemin vers une économie plus durable.

13. Les déséquilibres profonds de structure se sont intensifiés pendant l'étape la plus récente de la mondialisation. Les progrès sociaux, tels qu'ils sont mesurés par les OMD, ainsi que les aspirations généralisées par rapport à l'amélioration sociale et économique, emploi, travail décent, et accès à des services de qualité et au bien-être humain, se sont vus frustrés par la lenteur des progrès. Les grands déséquilibres économiques et financiers, quant à l'épargne, l'investissement et la consommation l'ont emporté. Malgré la génération de grande richesse, à travers l'échange mondial de biens et de services, en général, le progrès social et le bien-être humain sont restés en arrière. Les inégalités ont perduré et même se sont accrues.

14. Avant que la crise financière ne devienne une crise de l'humanité, il faut subvenir aux besoins des personnes, se trouvant en plus grand danger, mobiliser et mettre rapidement, à leur disposition, un financement additionnel, dans des conditions favorables pour les pays les plus pauvres, afin d'éviter un ajustement procyclique forcé et de préserver les acquis, qu'on a eu tant de mal à avoir, en ce qui concerne la croissance, la réduction de la pauvreté et la stabilité macroéconomique, face à la détérioration mondiale.

15. Nous affrontons le défi de construire une mondialisation juste et inclusive permettant le développement économique, social et environnemental durable au profit de tous. Il faut, coûte que coûte, préserver et promouvoir les droits de l'homme, la démocratie, la justice sociale et la paix. En même temps, il est essentiel que les gouvernements aient la capacité de concevoir les politiques adéquates ainsi que les ressources pour les mettre en place, en coordination avec leurs partenaires internationaux.

16. Le système multilatéral peut être une aide exceptionnelle dans ce sens et on doit percevoir la crise comme une opportunité pour réunir des ressources et déployer au maximum la capacité d'assister le monde pour affronter la crise, accélérer la reprise économique et déblayer le terrain pour un meilleur avenir. Il est essentiel de coordonner les politiques et de parvenir à ce qu'elles soient cohérentes; la coordination des réponses quant au temps; la cohérence des mesures qu'on prendra; la communauté des points de vue par rapport à l'issue de la crise. C'est le moment du multilatéralisme global. Le renforcement des liens entre les Institutions de Bretton Woods et le Système de l'ONU est la clé pour obtenir une réponse efficace et cohérente à la crise.

DOMAINES CLES POUR LA COHERENCE POLITIQUE

17. Lors des délibérations du HLCP, on a groupé les diverses dimensions de la crise et leur impact dans des domaines politiques clés, en mettant l'accent sur les connexions existantes à l'intérieur d'eux et entre les uns et les autres. On a aussi reconnu le besoin d'identifier les fossés dont il faut tenir compte. Les huit domaines prioritaires clés, sont les suivants:

- finances;
- commerce;
- emploi, production et demande agrégée;
- environnement;
- sécurité alimentaire;
- services sociaux, empowerment et protection des personnes;
- stabilité sociale, humanitaire et de sécurité, et
- coopération internationale pour le développement.

18. Bien que la résolution du système financier soit une exigence de base pour la relance de l'activité économique et pour contenir et mitiger les effets de la crise chez les personnes, il faut prendre des mesures dès le premier moment dans divers domaines interconnectés. Les finances sont liées au commerce et à leur tour, tous les deux affectent l'emploi, la production et la demande agrégée. Dans un monde menacé par la dégradation environnementale et le changement du climat, toute réponse à la crise doit tenir compte des problèmes environnementaux, car cela signifierait une opportunité pour changer les modèles de production et de consommation et faire les investissements nécessaires pour une approche durable pouvant réconcilier les divers aspects économiques, sociaux et environnementaux.

19. On ne doit pas considérer les réponses à la crise comme des mesures d'engagement que l'on exhibe de façon temporaire, pour revenir à la situation précédente le plus vite possible. Il faut mettre en place des changements de structures dans des domaines essentiels d'action internationale, régionale et nationale. En plus, l'interconnexion entre les domaines est une raison de force pour poursuivre les objectifs dans l'un des domaines, en même temps qu'améliorent les résultats dans d'autres. Ainsi, les sujets de cohérence systémique et multilatéralisme sont plus importants que jamais. Les actions, quant à la coordination mondiale, pourraient faciliter non seulement les résultats mondiaux mais aussi éclaircir les approches politiques aux niveaux régional, sous-régional, national et local.

20. Il y a diverses actions politiques qu'il est possible de mettre en place avec plus d'efficacité sur le plan national, et d'autres qui, de façon idéale, doivent être coordonnées sur le plan mondial, mais il y a aussi un grand nombre de réponses qu'il est possible d'entreprendre, plus efficacement, sur le plan régional. Il est donc essentiel que dans toute réponse plus vaste à la crise, la dimension régionale soit intégrée. Il faudra trouver la combinaison juste de réponses nationales, régionales et mondiales pour faire face à la crise, ainsi que pour prévenir et contrôler les impacts de crises futures.

21. Le HLCP a identifié diverses initiatives des organismes de l'ONU pour une réponse immédiate à la crise sur la base d'une approche de développement durable, comme des domaines prioritaires pour l'impact de l'action multilatérale, sous la responsabilité des agences bénévoles. Quelques-unes d'entre elles sont nouvelles et d'autres utilisent des initiatives en développement, qui acquièrent ainsi une plus grande importance, approche et effet en tant que réponse à la crise et elles exigent l'action conjointe de groupes des agences multilatérales plus directement impliquées dans ce sujet. Les agences leaders décrivent chaque proposition de façon résumée, dans un cadre séparé.

FINANCES

22. Au-delà des divers paquets de sauvetage, mis en place pour recapitaliser les banques en difficulté et stabiliser les systèmes financiers, ainsi que les stimulations fiscales pour relancer l'activité économique, il faut aussi de la cohérence politique mondiale dans le système multilatéral, dans plusieurs autres domaines financiers.

23. Il existe un accord généralisé par rapport au besoin urgent de réformer complètement l'architecture financière mondiale, ce qui a été déjà programmé, notamment à travers le plan d'action du G-20. Le grand défi consistera à lier la réforme financière avec la réponse multidimensionnelle requise pour faire face à la crise mondiale, qui a surpassé, en grande mesure, les limites de la sphère financière.

24. A mesure que la crise financière s'étend aux pays en voie de développement, avec les possibles conséquences dévastatrices, le fait de mobiliser les ressources nécessaires et de mettre à la disposition de ces pays les paquets de politiques propices pour aider à combattre les impacts de la crise, devient un impératif économique, social, politique et moral. Il est essentiel de disposer de politiques macroéconomiques contre cycliques actives, tels que les programmes d'investissement public et des associations privées/publiques innovatrices, pour promouvoir la demande économique et aider les pays vulnérables. On considère qu'il est très important le fait de disposer d'options politiques et d'une seconde option d'autres parties du système par rapport à l'assistance politique et financière pour les pays.

25. Dans la présente situation de restrictions des crédits et d'augmentation de la méfiance des acteurs traditionnels du marché financier, les finances doivent récupérer leur fonction essentielle, qui consiste à promouvoir l'investissement et le commerce productifs. Il faut renforcer le microfinancement, qui, en temps de crise, s'est avéré plus résistant que les banques commerciales, pour pouvoir surmonter les restrictions des crédits et ainsi fournir des services financiers aux pauvres. Les domaines qui inquiètent sérieusement sont l'accès au crédit pour la viabilité des petites et moyennes entreprises, l'aide au commerce et la liquidité pour le financement commercial.

26. Un autre aspect important c'est la gestion des cours de change internationaux, car les monnaies de certains pays subissent des pressions à la chute, à cause de la continuité de la spéculation monétaire. Il faut aussi s'occuper de la spéculation, qui est perçue comme l'une des causes de cette débâcle financière, ainsi que de la régulation du secteur financier et de la coordination monétaire mondiale.

27. Il faut, de façon urgente, prendre des mesures coordonnées pour stabiliser le système financier mondial et le rendre plus solide et durable à long terme. Les normes et les règlements à établir devront tenir compte de l'interconnexion des systèmes

bancaires, monétaires et financiers. Il est indispensable, toutefois, de posséder une vision plus large et donc, on ne doit pas perdre l'occasion de mettre en oeuvre une réforme de grande portée, mettant le système financier au service de l'économie réelle et des personnes, et que ce ne soit pas à l'envers.

COMMERCE

28. Le commerce international se voit sérieusement atteint par la chute des revenus et la diminution de la demande, surtout, dans les pays développés. Les négociations commerciales mondiales sont stagnées alors qu'augmente la menace du protectionnisme. Les actions protectionnistes peuvent déclencher une spirale de représailles, ce qui exacerberait le cycle descendant. En ce moment, il est essentiel de pouvoir résister au protectionnisme et ainsi éviter l'aggravation de la crise actuelle.

29. Pour la première fois en 27 ans, il est prévu une baisse de 9 pour cent dans le commerce mondial. Les pays en voie de développement qui dépendent, en grande mesure, des exportations, supportent la charge la plus lourde de cette contraction se traduisant par l'augmentation du chômage et de la pauvreté. Le commerce jouera un rôle clé dans le processus de relance et son financement doit faire partie de tous les paquets de stimulation. La conclusion de la Ronde de Doha signifierait pouvoir disposer de plus de normes et meilleures pour la régulation du commerce multilatéral.

30. L'ajustement du financement commercial est devenu un thème essentiel. Tous les secteurs de l'économie ont été atteints. Il faut remarquer les avertissements en ce qui concerne les risques du manque de financement commercial pour l'investissement agricole, le commerce et le développement, ce qui rend vulnérables les pays dont les plus grands revenus d'exportation se basent sur les ressources naturelles et les produits de base (*commodities*), ainsi que ceux qui requièrent du crédit pour financer l'importation d'aliments. La situation a des conséquences évidentes dans la lutte contre la pauvreté et la faim et s'aggrave parce que les turbulences actuelles ont été précédées par la crise de l'alimentation vers la moitié de 2008. L'aide pour le commerce demeure une des plus importantes priorités.

31. La demande décroissante des exportations de produits manufacturés des pays en voie de développement fait diminuer l'investissement dans l'industrie, l'innovation et la production, vu le manque croissant de crédit à cause de l'aversion au risque provoqué par le présent climat économique. Respecter les droits de la propriété et la propriété intellectuelle, cela peut beaucoup.

32. D'autre part, la volatilité des prix restreint la capacité des pays en voie de développement, d'administrer leurs économies, étant donné la dépendance de l'importation d'aliments, combustible et énergie. C'est pourquoi le FMI propose de renforcer ses fonctions de surveillance en ce qui concerne les changements des prix des produits de base (*commodities*), pour promouvoir la diminution ordonnée des déséquilibres mondiaux.



COMMERCE

La lutte contre le protectionnisme à travers la conclusion de la Ronde de Doha et le renforcement de l'aide pour les initiatives commerciales et le financement du commerce.

Agences leaders

**UNCTAD
OMC**

Agences collaboratrices

**ONUDI
Banque Mondiale**

Pour arriver à la récupération, il faut conserver un régime commercial multilatéral ouvert et transparent. C'est un composant essentiel dans la lutte contre le protectionnisme, qui risque d'aggraver la présente crise financière et économique mondiale, notamment dans les pays en voie de développement. Dans ce sens, il est impératif de compléter les négociations commerciales multilatérales de Doha. L'aide et le financement pour le commerce demeurent la principale priorité. L'initiative d'Aide pour le Commerce est d'une importante capitale pour la génération de financement additionnel, prévisible, durable et efficace que requièrent les pays en voie de développement, surtout les moins développés et d'autres pays à faibles revenus, pour renforcer leur capacité de réponse à l'économie d'offre. De sorte qu'il est indispensable que les engagements existants, liés à L'Aide pour le Commerce, ainsi que les promesses de fournir un financement additionnel, non seulement doivent être tenus, mais ils doivent se réaliser dans l'immédiat. Ces instruments sont essentiels pour aider les pays en voie de développement à continuer à profiter des accords commerciaux même pendant la présente crise. ■

EMPLOI, PRODUCTION Y ET DEMANDE EXTRAORDINAIRE

33. L'impact entrelacé des troubles financiers sur la détérioration de la confiance de consommateurs et chefs d'entreprise, ainsi que sur les exportations, constitue, en définitive, une spirale descendante typique d'une récession soutenue, ce qui implique moins de déboursement et moins de gain, aussi bien à l'intérieur des pays que sur le plan international, des situations qui se rétro-alimentent et ont des conséquences sérieuses sur l'emploi et sur les revenus.

34. Cela exige que les gouvernements entreprennent des actions urgentes pour lancer des mesures contre cycliques sous forme de paquets de stimulation fiscale pour sortir du cercle vicieux. La dépense publique est la façon la plus efficace pour promouvoir l'emploi, la production et la demande extraordinaire dans un milieu où, si on ne prend pas les mesures adéquates, on estime une perte additionnelle 50 millions d'emplois, comme résultat de la présente crise pour la fin de 2009, par rapport aux chiffres de la fin de 2007. Face à la chute de la demande extérieure, il est essentiel de renforcer la demande intérieure; pour ce faire, l'option la plus viable semble la bonne conception de politiques fiscales.

35. Dans le présent contexte d'investissement et de production décroissantes, augmentation du chômage, recoupements de salaires et perte de revenus, les caractéristiques et le contenu des paquets de stimulation fiscale deviennent très importantes si on va relancer la production, éviter une nouvelle augmentation de la pauvreté et protéger les plus vulnérables, qui sont en général ceux qui subissent les plus lourdes conséquences de ces crises. Les stimulations fiscales doivent être larges, visant des objectifs spécifiques et soutenus. L'investissement public doit cibler, tout d'abord et principalement des domaines à haut emploi et doit soutenir, de façon active l'intégration des chômeurs au marché du travail à travers des programmes de travail actifs, tels que les allocations d'emploi, l'assistance pour la recherche d'emploi et la formation. C'est la façon la plus directe d'assurer que la demande extraordinaire ne soit pas détériorée davantage.

36. Dans les différents secteurs de l'activité économique, il faut des interventions conçues sur mesure. Dans chacune d'elles, la reprise peut accorder la priorité aux activités de haut emploi qui comprennent l'infrastructure, la fourniture de services et la promotion de nouveaux produits à travers des paquets de stimulation et des politiques fiscales. Il est essentiel d'obtenir des investissements dans l'agriculture, dans l'infrastructure rurale, dans la recherche et dans les services d'extension pour garantir la sécurité alimentaire mondiale durable et soulager la pauvreté. L'industrie manufacturière et le logement, ainsi que l'infrastructure pertinente, à cause des effets multiplicateurs qu'ils ont sur la création d'emplois, constituent le moteur clé pour sortir de la crise, surtout dans les pays en voie de développement. L'investissement dans l'infrastructure sociale peut contrecarrer le déclin des services qui ont accusé les durs effets de la crise quant à l'emploi et aux revenus, et en même temps aider à générer et à maintenir la protection sociale qui est aujourd'hui plus nécessaire que jamais.

L'impact de l'augmentation du chômage sur la capacité de faire face au coût de l'éducation, l'attention sanitaire et d'autres services sociaux, peut s'adoucir par l'intermédiaire de plans d'emploi temporaires.

37. On doit stimuler le monde des entreprises et les investisseurs à replacer les actions des entreprises vers de nouveaux projets productifs et innovateurs, surtout à travers la petite entreprise. On peut, de préférence, utiliser des stimulus pour retenir les travailleurs et créer de nouveaux postes de travail pour essayer que l'économie devienne plus écologique et de cette façon, elle protégera tant l'environnement que les personnes.



UN PACTE MONDIAL POUR L'EMPLOI

Promouvoir l'emploi, la production, l'investissement et la demande extraordinaire et promouvoir le travail décent pour tous.

Agence leader
OIT

Agences collaboratrices

FAO

FMI

OMI

UIT

**Commissions
Régionales
de l'ONU**

PNUD

PNUMA

FNUAP

ONUDI

OMT

UPU

OMPI

Banque Mondiale

Il faut établir un Pacte Mondial pour l'Emploi pour pouvoir relancer l'économie et faire face aux crises sociales et de l'emploi qui menacent. L'importance attribuée à l'emploi provient des preuves existantes qui indiquent qu'il ne sera pas possible de relancer l'économie, de façon durable si on ne met pas l'accent sur le Travail Décent pour hommes et femmes. Les pays font des efforts pour accomplir les propositions du Programme de Travail Décent de l'OIT, qui est devenu encore plus opportun et urgent pour répondre à la crise. La crise offre l'opportunité de promouvoir des modèles innovateurs de croissance inclusive, abondante en emplois. Les quatre piliers du programme - développement de l'emploi et de l'entreprise, protection sociale, droits du travail et dialogue social - peuvent et doivent être intégrés de manière utile à toutes les réponses à la crise, en les adoptant aux situations spécifiques des pays dans tous les niveaux de développement. On peut établir un fonds contre cyclique mondial pour l'emploi pour aider les pays en voie de développement à aborder la crise. Le Pacte Mondial pour l'Emploi comprendrait une

vision, un ensemble de principes et un paquet intégré de politiques pour couvrir les diverses dimensions du programme de Travail Décent. Il sera présenté aux gouvernements, employeurs et travailleurs lors de la Conférence Internationale du Travail, en juin 2009, et au système multilatéral international pour qu'il prête son soutien et sa coopération. ■

ENVIRONNEMENT

38. Face à une détérioration économique tellement aiguë, il existe le vrai risque que les gouvernements, les entreprises et d'autres acteurs économiques et agences multilatérales sacrifient leur engagement, en ce qui concerne la lutte contre le changement climatique et la dégradation environnementale, au profit de la survivance économique et du financement des priorités les plus immédiates. Cependant, jusqu'à présent, les réponses gouvernementales à la crise ont donné des raisons pour être optimistes et les investissements environnementaux se perçoivent de plus en plus comme une solution pour s'occuper des préoccupations à court terme en ce qui concerne la demande extraordinaire, l'emploi et la récupération économique, en plus de jeter les bases pour une économie future durable et à basse teneur de carbone. Or, les pressions environnementales sont peut-être plus intenses dans beaucoup de pays en voie de développement et des pays avec des économies en transition.

39. Selon l'Initiative pour une Economie "Verte" (GEI, pour ses sigles en anglais), le "Nouvel Accord Ecologique Mondial" (GGND pour ses sigles en anglais) constitue une réponse directe et immédiate à la crise financière et économique. A Poznan, le Secrétaire Général de l'ONU a fait un appel pour établir un pacte mondial servant pour toutes les nations qui font face tant au changement climatique qu'à la détérioration économique mondiale. S'occuper de la crise requiert une énorme stimulation fiscale globale et une grande partie de la dépense doit constituer un investissement dans un avenir écologique qui combatte le changement climatique, crée des emplois écologiques et encourage la croissance écologique. Les négociations sur la route vers la Conférence de Copenhague à la fin de 2009 devront tenir compte de tous ces aspects. Et GGND exigerait que les gouvernements consacrent un pourcentage accordé des fonds de stimulation aux secteurs environnementaux.



INITIATIVE POUR UNE ECONOMIE VERTE

Lancer l'Initiative pour une Economie Verte pour promouvoir l'investissement en durabilité environnementale à long terme comme une partie du déboursement pour la stimulation et la récupération et mettre le monde en marche vers une action compatible avec le climat.

Initiative en cours

Agence leader
PNUMA

Agences collaboratrices

FAO
OIT
Commissions Régionales De l'ONU
ONU-DAES
PNUD
UNESCO
ONU-Habitat
ONUDI
PMA
OMS
OMPI
OMM
Banque Mondiale

L'Initiative pour une Economie Verte (GEI) lancée par le PNUMA au milieu de la crise financière et économique, en étroite collaboration avec les agences soeurs des Nations Unies, a le but d'assister les gouvernements et les entreprises pour augmenter l'investissement dans l'environnement de façon significative, comme une nouvelle manière de promouvoir la croissance économique durable, la création d'emplois et la diminution de la pauvreté. Elle possède les trois composants suivants: (i) le rapport sur l'Economie Ecologique – une analyse sur la manière dont les politiques publiques peuvent aider les marchés à accélérer la transition vers l'économie écologique; (ii) la société pour l'Economie des écosystèmes et la biodiversité', qui porte sur des sujets en de valorisation, et (iii) l'Initiative pour l'Emploi "Vert", qui met l'accent sur la possibilité de créer des emplois dans le contexte d'une économie plus compatible avec l'écologie. L'initiative peut être profitable à long terme et assurer la cohérence politique des organismes de l'ONU quant à l'incorporation de ces importants sujets dans les conseils à propos de politiques au niveau des pays. ■

SECURITE ALIMENTAIRE

40. La faim ne cesse d'augmenter dans le monde en voie de développement et d'autres dizaines de millions de personnes font face à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. La détérioration économique accentue l'impact de la crise alimentaire, qui a fait que le chiffre total de personnes souffrant de faim atteigne environ le milliard – une personne sur six - et qu'un enfant meure de faim toutes les six secondes. Les prix des aliments demeurent instables et il est possible qu'ils augmentent de nouveau à mesure que les sécheresses, les inondations, et d'autres phénomènes se rapportant au climat, commencent à toucher les récoltes.

41. Les nations riches sont encouragées à étendre et à maintenir la réponse à la crise alimentaire, comme partie d'une association plus vaste incluant les gouvernements, la société civile, le secteur privé et l'ONU, avec l'engagement d'atteindre les résultats du Cadre Elargi pour l'Action.



SITUATION FINANCIERE MONDIALE ET SECURITE ALIMENTAIRE

Groupe de Travail de haut niveau, en cours

Agences leaders

**FAO
FIDA
ONU
PMA**

Agences collaboratrices

**Toutes les
organisations du
Groupe de Travail**

Garantir la sécurité alimentaire en renforçant les programmes pour alimenter les affamés et en élargissant le soutien aux agriculteurs dans les pays en voie de développement.

Les principaux objectifs du Cadre Elargi pour l'Action, (CFA, pour ses sigles en anglais) sont les suivants: (i) mobiliser un financement suffisant, soutenu et prévisible pour les mécanismes contre la faim du monde; (ii) assurer que les aliments humanitaires sont exemptés de toute interdiction à l'exportation, taxes extraordinaires ou restrictions imposées; (iii) investir dans les organisations agricoles, l'agriculture à petite échelle, le traitement, le marchandage pour rendre possible que des millions de personnes, récemment marginées, puissent résister les coups économiques et climatiques, promouvoir la croissance, engendrer de l'emploi dans les économies rurales et éviter l'accroissement de la pauvreté et de la faim; (iv) refléter les intérêts de la femme pour les stratégies de sécurité alimentaire, avec des interventions qui bénéficient directement la femme agriculteur; (v) ajuster les politiques commerciales et fiscales pour s'assurer que les marchés sont capables de subvenir aux besoins des pays à faibles revenus; (vi) étendre les systèmes de protection sociale dans les pays en voie de développement, et (vii) garantir que toute l'assistance, surtout en ce qui concerne le soutien multilatéral, soit offerte de manière transparente, bien coordonnée, efficace, répondant aux priorités nationales des pays récepteurs et aux besoins de leurs habitants les plus vulnérables. ■

SERVICES SOCIAUX, EMPOWERMENT ET PROTECTION DES PERSONNES

42. La protection sociale est un besoin urgent. La détérioration économique présente désormais diverses conséquences dans la fourniture de services sociaux et programmes de protection sociale, notamment dans les pays en voie de développement. Les contractions fiscales résultant du besoin de fournir des paquets de stimulation économique pour contrecarrer les effets négatifs des restrictions financières, atteignent désormais la capacité des structures publiques faibles pour faire face au besoin croissant de fournir des mesures de protection et des manières de protéger la population des effets de la débâcle.

43. Pendant la crise actuelle, il faut plus que jamais garantir l'accès aux services de base, dans les domaines de l'alimentation, l'éducation, la santé, l'eau, l'assainissement, le logement et le bien-être social minimal pour les plus défavorisés. On peut améliorer les résultats si l'on combine les composants essentiels des services sociaux qui se concentrent en groupes cible, tels que les pauvres ruraux, les migrants, les travailleurs de l'économie informelle, les pauvres qui travaillent, les enfants, les femmes et les jeunes. Il faudra mettre en place des politiques fiscales et des mécanismes financiers innovateurs pour pouvoir fournir de tels services, y compris le micro-financement, qui en temps de crise s'est avéré plus résistant que la banque commerciale. La livraison efficace des services est essentielle et requiert de nouvelles approches politiques intégrales.

44. L'appui direct des revenus peut aider à diminuer la pauvreté et les bénéfices conditionnels en espèces, s'ils sont bien administrés, peuvent améliorer le capital humain et l'éducation. L'empowerment des personnes au moyen de l'éducation, la formation professionnelle et le développement d'habiletés, avec en plus l'appui de la science et de la technologie, peut préparer les personnes pour qu'elle soient plus résistantes et puissent sortir de la crise. Les préoccupations sur la santé sont aussi sur la table et elles sont plus urgentes que jamais. A cause de la crise, la demande de services de la santé publique augmentera et on doit appuyer les gouvernements pour qu'ils puissent faire face à cette augmentation, en mettant à jour les systèmes détériorés de protection sociale.

45. Il y a une demande urgente de bénéfices sociaux pour des travailleurs au chômage, tant dans le monde développé que dans les pays en voie de développement. La crise, non seulement accentue les taux de chômage, mais elle aggrave les conditions de travail, de sécurité et de santé, met en danger le bien-être social, surtout parmi les groupes les plus vulnérables. La crise financière provoque aussi la

détérioration des systèmes de prévision, ce qui aura des effets à long terme pour les générations actuelles et futures. Ce qui inquiète, en particulier, c'est le manque de paquets, bien conçus, de sécurité sociale de base pour les travailleurs du monde en voie de développement, puisque les structures publiques, dans certains cas, sont très faibles, après une longue période de dérèglement et d'affaiblissement du rôle de l'Etat



UN PLANCHER PROTECTION SOCIALE

Etablir un plancher de protection sociale pour assurer l'accès aux services sociaux de base, ainsi que l'empowerment et la protection des pauvres et des vulnérables.

Agences leaders

OIT

OMS

Agences collaboratrices

FAO

FMI

ACNUDH

Commissions

Régionales

de l'ONU

ONUSIDA

ONU-DAES

PNUD

UNESCO

FNUAP

ONU-Habitat

ACNUR

UNICEF

ONUDD

OOPS

PMA

OMM

Banque Mondiale

Il est probable que la présente crise mondiale aura des effets, sociaux et de santé, dévastateurs. Dans les situations de crise, les bénéfices de sécurité sociale et les services de la santé publique agissent comme stabilisateurs sociaux, sanitaires et économiques, en réduisant ainsi la sévérité sociale et économique, potentiel de la récession, en évitant la pauvreté et en stabilisant la demande extraordinaire. La communauté internationale doit défendre et appuyer le développement d'un plancher de protection sociale pour protéger les personnes pendant et après la crise. La notion va au-delà du mandat des agences individuelles de l'ONU, de manière qu'il faut une approche cohérente qui embrasse le système entier. Un plancher de protection sociale pourrait se composer de deux éléments principaux: (a) services: accès géographique et financier aux services publics essentiels (tels que l'eau et l'assainissement, la santé et l'éducation), et (b) transferts: un ensemble de base de transferts sociaux essentiels, en argent liquide et en espèces, à payer aux pauvres et aux vulnérables pour fournir un minimum de sécurité de revenus et l'accès aux services essentiels, y compris les soins sanitaires.



SECURITE HUMANITAIRE ET STABILITE SOCIALE

46. Bien que ce ne soit pas forcément évident, au premier coup d'oeil, maintenant que la crise secoue l'économie réelle, ainsi que pratiquement toutes les sphères de la société, le monde, en général, peut devenir rapidement un endroit beaucoup plus dangereux. Cela va, à son tour, accentuerait l'impact général de la crise et retarderait les projets de récupération, en donnant lieu à la plus grande instabilité humanitaire, de sécurité et sociale, en plongeant le monde dans un cercle vicieux inquiétant.

47. Il faudra alors mettre en œuvre des actions coordonnées à portée internationale. Donc, en même temps qu'ils définissent et mettent en place des mesures financières, économiques, commerciales et d'autres pour soulager la crise, les preneurs de décisions devront aussi accorder une particulière attention aux impacts à court, moyen et long terme en ce qui concerne la situation humanitaire, de sécurité et de stabilité du monde.

48. Quant à l'aspect humanitaire, tout le monde pense que s'ils sont en train d'effectuer des déboursements tellement considérables pour sauver les institutions financières, il serait inacceptable de ne pas montrer le même degré de résolution pour racheter les plus vulnérables. La fragilité des Etats manqués et des domaines en conflit, peut rapidement s'accroître dans le contexte de la crise.

49. L'impact de la crise sur la stabilité des familles, des communautés et des sociétés peut aussi être sérieux. A mesure que la crise s'intensifie, la cohésion sociale sera mise à l'épreuve. Il est probable que les flux migratoires, les réfugiés et les personnes déplacés à l'intérieur augmentent, en provoquant ainsi des pressions plus grandes pour les pays récepteurs et ceux d'origine. En conséquence, il y aura le danger de la renaissance de la discrimination et de la xénophobie et le risque de troubles sociaux. Les licenciements à grande échelle avec la médiocre couverture de protection sociale ou les prix des aliments qui augmentent à des niveaux, sans précédent sur les marchés intérieurs, peuvent donner lieu à des situations de désespoir et de frustration. Il est possible que surgissent le terrorisme, la traite des personnes et les activités criminelles et illicites, ainsi que le refus à des systèmes économiques et politiques qui sont liés à la crise.



STABILITE SOCIALE, HUMANITAIRE ET DE LA SECURITE

Agence leader
PMA

Agences collaboratrices

OIEA
OIT
ACNUDH
ACNUR
UNICEF
ONUDD
OOPS
OMS
OMM
FNUAP

Mesures d'urgence pour protéger des vies et des subsistances, subvenir aux besoins humanitaires et renforcer la stabilité sociale et de la sécurité.

En époque de crise, la défense multilatérale, les actions pour soutenir les personnes sans voix au chapitre et les vulnérables n'est pas seulement une obligation humanitaire, mais elle devient un investissement dans la sécurité humaine, la récupération économique, la stabilité sociale et la paix. La faim et les privations engendrent des risques de troubles, migration, crime transfrontalier et d'autres menaces pour la sécurité. Si nous nous préparons pour faire face et répondre aux crises et aux nécessités humanitaires, les risques se réduisent et en même temps ça développe la résistance, l'autosuffisance et la récupération. Le plan d'action d'urgence doit comprendre les éléments suivants, entre autres: (i) un appel aux nations pour créer un paquet de sauvetage humain comme partie intégrante des plans de stimulation financière et économique, à l'appui du "Fonds de Vulnérabilité" qui se propose, pour accomplir les engagements par rapport à l'AOD (Assistance officielle pour le développement) d'élargir l'assistance aux croissants besoins humanitaires; (ii) appui aux programmes d'assistance pour sauver la vie de millions de personnes affamées et vulnérables- pour la plupart, des femmes et des enfants, des réfugiés et des

personnes déplacées, de petits agriculteurs, des pauvres ruraux et urbains- qui ont un besoin urgent d'aliments et de nutrition, de mesures de sécurité, d'eau, de médicaments, de logement, de protection et d'appui pour la subsistance ; (iii) mobilisation de financement total pour les besoins humanitaires qui s'évaluent ainsi que pour les appels de l'ONU et d'autres initiatives humanitaires, et (iv) garantie d'accès aux livraisons d'aide humanitaire et à la sécurité et à la protection des travailleurs humanitaires dans le monde entier. ■

COOPERATION INTERNATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT

50. En transférant toutes les questions politiques précédentes à des actions pour le développement, les politiques de développement en elles-mêmes, doivent se maintenir fidèles aux valeurs, engagements et objectifs qui ont été proclamés internationalement au cours des deux dernières décennies. Il faut respecter et appliquer les valeurs et principes fondamentaux de l'assistance pour le développement et la coopération internationale. Les Droits de l'Homme doivent être au centre de l'assistance pour le développement. Il est essentiel qu'il existe une cohérence dans toutes les organisations en ce qui concerne les aspects normatifs et opérationnels. La convergence de politiques aux niveaux mondial, régional et national est la clé du succès.

51. Voilà ce qui s'impose plus que jamais et c'est urgent : augmenter l'efficacité en évitant de doubler ou de superposer les tâches et surtout en évitant les actions contradictoires et sans coordination. Il est très important aussi d'identifier et de s'occuper des fossés qui existent en ce qui concerne les politiques dans le système multilatéral. Très particulièrement, au niveau de pays, il faut amplifier le programme Unis dans l'Action et améliorer sa portée et efficacité. Les principes de l'efficacité de l'assistance et les engagements de Doha en ce qui concerne le financement pour le développement ont acquis une importance spéciale, surtout en vue des quatre-vingt-dix MANUD (sigle en espagnol : Cadre d'Assistance des Nations Unies pour le Développement) qui se feront pendant les trois prochaines années.

52. Les besoins de financement des organisations internationales sont en danger. La situation met en danger l'aide et l'assistance pour le développement et peut faire que les objectifs de développement accordés sur le plan international (IADG, pour ses sigles en anglais), y compris les OMD, soient encore plus difficiles d'atteindre, au moment où les pays en voie de développement, et très particulièrement les Pays les Moins Avancés (PMA), sont exposés et nécessitent plus que jamais d'une manière alarmante.

53. Le fait que la crise atteigne très probablement, les niveaux actuels d'assistance officielle pour le développement (AOD) inquiète beaucoup. Il est essentiel et urgent de mettre en place une défense stratégique et efficace pour maintenir et même augmenter le flux d'AOD à une époque de détérioration financière. La solidarité devient essentielle.

54. Le Fonds de Vulnérabilité proposé par la Banque Mondiale semble être un bon outil et doit recevoir un grand appui pour parvenir à ce que la communauté internationale, les Institutions de Bretton Woods et les organismes de l'ONU en général travaillent ensemble et mettent en œuvre des actions concrètes dans les lieux spécifiques. Le CCS doit penser à une gouvernance globale pour le Fonds de Vulnérabilité pour pouvoir atteindre ces objectifs communs.



FINANCEMENT ADDITIONNEL POUR LES PLUS VULNERABLES

La défense efficace et l'établissement de cadres pour obtenir un financement additionnel pour les plus vulnérables, même à travers le Fonds de Vulnérabilité, proposé par la Banque Mondiale.

Les gouvernements doivent maintenir et s'il est possible augmenter les engagements existants par rapport à l'AOD. En tenant compte des caractéristiques mondiales de la crise actuelle, il ne faut pas générer des stimulations dans un pays aux dépens de l'appui budgétaire actuel d'un autre. Les pays ayant un espace fiscal limité, auront besoin s'un financement additionnel d'urgence, sous forme de ressources de concessions. Dans ce sens, le HCLP accueille avec plaisir l'initiative de lancer le Fonds de Vulnérabilité (FV) comme notion et outil de défense. Le HCLP a décidé de recommander que le CCS donne son plein appui politique à ce Fonds (FV). Le HCLP recommande aussi que le CCS fasse une déclaration énergique lors de la réunion du G-20, en réitérant cet appui à la lumière des résultats de la réunion du G-20. Pour prouver son engagement en ce qui concerne l'attention accordée à la crise d'une manière tout à fait cohérente et efficace, le HCLP propose d'élaborer un mécanisme avec la Banque Mondiale -ONU pour l'articulation et la mise en place conjointes du FV. Il faut donner la plus haute priorité au GNUD (Groupe des Nations Unies pour le Développement) et aux Equipes Pays de l'ONU pour appuyer les capacités des gouvernements de gérer la crise. ■

Agences leaders
PNUD
Banque Mondiale

Agences collaboratrices
Toutes les agences pertinentes, surtout celles qui sont présentes dans les pays

LA ROUTE VERS L'AVENIR



MONITORING ET ANALYSE

Agence leader

- a) FMI
- b) UN/DAE

Agences collaboratrices

Toutes les agences

a) Renforcer la surveillance macroéconomique et financière et mettre en place un système efficace d'alerte précoce économique;

b) Etablir d'urgence un mécanisme de monitoring et d'alerte comprenant toute l'ONU pour suivre les traces des événements et informer à propos des dimensions politiques, économiques, sociales et environnementales de la crise.

Il existe un besoin urgent de prendre des mesures rapides et synchronisées pour améliorer les systèmes mondiaux de monitoring et d'information au moyen de l'utilisation d'indicateurs économiques, financiers et de durabilité, sur la base de statistiques officielles mais sans s'y limiter, qui pourront: (i) fournir des perceptions à propos des vulnérabilités de l'économie mondiale en général (y compris les secteurs financiers) et fonctionner comme des systèmes d'alerte précoce; (ii) identifier les pays et dans les pays, les groupes de populations qui sont en danger à cause des va-et-vient de l'économie mondiale; (iii) contrôler et fournir des

perceptions à propos de la manière dont on dépense et on finance les paquets de stimulation et quels sont leurs effets distributifs; (iv) indiquer l'efficacité des mesures qui se prennent et fournir de l'information pour faciliter la prise des décisions pour corriger la direction, si nécessaire, et (v) établir des nouveaux standards micro et macro prudentiels pour améliorer le contrôle de la stabilité des systèmes financiers en collaboration avec le Conseil des Standards Internationaux de Comptabilité (IASB, pour ses sigles en anglais) et les agences régulatrices.

Les organismes de l'ONU, en collaboration avec les Etats membres et les agences internationales pertinentes, peuvent diriger la coordination et le développement de ces systèmes, qui contribueraient à améliorer la reddition des comptes des actions publiques dans le monde. ■

55. Réussir à ce que le système multilatéral fournisse une réponse cohérente à la crise, c'est une tâche ambitieuse. Le CCS est bien placé pour mobiliser une réponse de ce genre et pour parvenir à ce que ce soit "une source de force pour le système et chacune de ses parties intégrantes, en l'utilisant comme instrument pour l'expression de cohérence du système entier au plus haut niveau", comme il a été accordé dans l'évaluation du CCS. Le CCS englobe la capacité collective du système et peut jouer un rôle catalyseur dans l'attention de réponses concertées de tous les secteurs à la crise, comme une priorité haute et urgente de coopération multilatérale.

56. L'économie du monde est dans un état de grande incertitude et ils sont peu nombreux ceux qui ont aperçu la proximité de la crise. Certes, les systèmes existants d'alerte précoce n'ont pas été suffisants. L'économie exigera de meilleurs mécanismes de surveillance et de monitoring pour pouvoir identifier les menaces économiques et financières. D'autre part, il faudra aussi être à même de mieux contrôler les impacts humains de la crise, pour pouvoir alerter le monde à propos de l'augmentation et l'approfondissement des vulnérabilités.

57. il faut réunir les connaissances collectives et les capacités statistiques du système pour analyser l'évolution de la crise et les mesures adoptées dans des domaines politiques clés et en faire le monitoring.



TECHNOLOGIE ET INNOVATION

Innover la manière de sortir de la crise financière et économique.

Agences leaders

**UIT
ONUDI
OMPI**

Agences collaboratrices

**Toutes les agences
s'intéressant par ce
sujet**

Face aux menaces et aux défis mondiaux, l'humanité a toujours eu recours à la technologie à la recherche de solutions. Dans la crise actuelle, la technologie, l'innovation et la créativité seront essentielles pour générer des opportunités de renouvellement économique résultant en un monde plus innovateur, écologique et durable. Ainsi, à mesure que l'économie mondiale entre dans ce qui semble être une récession prolongée, une manière productive de sortir de la crise, c'est la promotion du développement de produits et services nouveaux et innovateurs, pouvant engendrer, entre autres éléments, de nouveaux postes de travail et la croissance économique. On doit lancer une nouvelle initiative pour s'occuper des défis mondiaux, accentués par la crise financière et économique moyennant le développement d'infrastructure technologique qui facilite la promotion et l'accès à l'innovation pour le développement durable. ■

58. Etant donné sa sévérité et ses caractéristiques multidisciplinaires, la crise présente une opportunité douloureuse mais excellente de mettre à l'épreuve la capacité et l'engagement du système. Elle oblige les institutions multilatérales, ainsi que le multilatéralisme dans son ensemble, à faire face aux défis du développement de façon plus créative et efficace. Le fait d'avoir recours, en grande mesure, à la coopération sud-sud appuie et complète l'aide internationale. Il est fondamental de partager les connaissances et construire des capacités. Le fait de mettre l'accent sur l'innovation et d'améliorer la distribution et l'utilisation de la science et la technologie, ainsi que les TIC, peut ouvrir de nouvelles voies pour s'occuper des privations provoquées par la crise. Dans ce sens, il est essentiel d'obtenir l'engagement mondial pour la formulation de politiques efficaces et cohérentes et pour l'action opérationnelle au niveau des pays.

59. Les apports de toutes les organisations du CCS pour la préparation de ce document panoramique de la crise et l'identification et la qualité prioritaire d'initiatives spécifiques pour l'action conjointe, accordées par le CCS, démontrent l'accord et la conviction unanimes. La coordination de politiques dans tout le système, non seulement est possible mais encore il s'agit d'un besoin impérieux.

60. Chacune des initiatives sera conceptualisée et développée en profondeur, moyennant l'engagement d'une ou deux agences leaders qui disposent d'expérience reconnue sur le sujet et qui se soient offertes pour assumer la responsabilité d'orienter le travail d'un groupe d'agences participantes, qui soient plus directement et impliquées. Comme il a été approuvé au CCS, les agences leaders et les agences collaboratrices respectives établiront le cadre d'action de chaque domaine.

61. Les répercussions politiques seront utiles pour faire des adaptations au niveau régional et du pays. Sur cette base, le HCLP et le GNUD travailleront ensemble et établiront une équipe de travail d'après les propositions du PNUD, pour transférer les mesures "en réponse à la crise" de tout le système de l'ONU à un plan de action pour garantir la cohérence, la coordination et la mise en place conjointe au niveau du pays. Ces gestions dériveront en actions coopératives ainsi qu'en orientation politique plus précise pour les Coordinateurs Résidents et les Représentants des agences dans les pays.

62. Tous les apports effectués à ce document prouvent que quasiment toutes les organisations membres du CCS sont consacrées à l'analyse des sujets et déploient des activités intenses dans une vaste gamme de dimensions de la crise. L'effort exigé, donc, c'est d'effectuer les connexions dans les divers domaines, d'amplifier les réponses, d'évaluer les répercussions et l'impact de certaines actions face à d'autres et de maximiser les synergies entre les politiques. Amplifier et partager les connaissances et reconsidérer les diverses approches politiques à la lumière d'une réponse intégrée et coordonnée à la crise, rendra possible le développement d'outils politiques plus pertinents et efficaces et on obtiendra de meilleurs impacts et résultats des actions multilatérales.

63. Les temps sont trop courts: la crise se déroule et s'aggrave jour après; para que pour que les réponses soient pertinentes et utiles, elles devront être extrêmement rapides.

64. Le communiqué émis par le CCS de façon éloquente l'engagement des Chefs de Secrétariat de toutes les agences, les fonds et les programmes de l'ONU, de la Banque

Mondiale, du FMI et de l'OMC, à travailler de manière intense et urgente dans cette affaire.

COMMUNIQUE DU CCS

5 AVRIL 2009
PARIS, FRANCE

Nous, les Chefs de Secrétariat des organismes des Nations Unies, nous sommes réunis au moment de la pire crise mondiale financière, économique depuis la Grande Dépression des années trente. Ce qui a commencé avec l'écroulement du marché hypothécaire secondaire (*subprime*) des Etats- Unis s'est rapidement répandu aux marchés financiers du monde ; les impacts se sentent sur l'économie réelle, la confiance des consommateurs et des chefs d'entreprise s'ébranle et une plus grande contraction de la demande se déclenche ; Le commerce mondial dépérit et les prix des produits de base (*commodities*) baissent abruptement. Le monde fait face à de multiples crises financières, économiques et sociales, aggravées par la vulnérabilité existante, étant donné les crises précédentes d'alimentation et d'énergie. La subsistance des familles pauvres rurales et urbaines se détériore rapidement. Partout les emplois se perdent à un rythme alarmant. La crise atteindra tous les pays et aura un impact sérieux et sans proportions chez les plus pauvres. Les tendances accélérées quant au changement climatique, présentent de nouveaux risques, sans précédent et exigent une nouvelle orientation élémentaire des modèles de production et de consommation. Il est impératif s'utiliser la crise actuelle comme une chance pour construire un avenir durable.

Nous acceptons volontiers les décisions historiques du récent Sommet G-20 ainsi que l'engagement de fournir la somme de 1,1 milliard en ressources additionnelles pour s'occuper de la crise. Il faut remarquer l'importance centrale d'une stimulation qui soit vraiment mondiale, du renforcement de la régulation et supervision financières pour éviter la renaissance de la crise et le besoin de disposer de politiques coordonnées pour garantir que toutes les ressources disponibles pour la stimulation arriveront à l'impact mondial maximal. Nous nous plaignons que le G-20 ait mis l'accent sur le fait d'aider les pays en voie de développement à continuer leur ouverture commerciale et leur fournir un financement additionnel pour le commerce. Cependant, il faut des engagements spécifiques quant aux ressources additionnelles, pour assister les plus pauvres et en même temps, on doit éviter le risque d'un nouveau cycle d'endettement insoutenable.

Les effets sociaux de la crise sont désormais inquiétants et ils pourraient s'aggraver. Si on ne prend pas des mesures d'urgence, la crise peut s'avérer dévastatrice pour les plus vulnérables et ceux qui n'ont pas voix au chapitre et dériver en insécurité sociale croissante et déplacement des personnes. Les OMD risquent de ne pas pouvoir se réaliser. Les progrès de la réduction de la pauvreté et de la faim dans les pays en voie de développement, ralentissent.

Les 850 millions de personnes qui souffraient déjà la famine en 2006 deviendront un milliard en 2009. Dans beaucoup de pays la classe moyenne s'affaiblit. Les groupes vulnérables, les enfants, les femmes, les jeunes, les vieillards, les migrants et les handicapés souffrent davantage les conséquences.

Même avant le déclenchement de la crise financière actuelle, il y avait des défis considérables quant à l'alimentation, l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement, le logement et le bien-être social minimal pour les nécessiteux. Elles sont trop nombreuses les personnes dont la vie est marquée par la pauvreté et les privations.

Face à la crise actuelle, le système multilatéral doit déployer toutes ses ressources et capacités pour offrir une réponse rapide et efficace, et en même temps défendre les principes, valeurs et objectifs pour lesquels s'est engagée la communauté internationale. Il faut défendre les économies et sociétés ouvertes pour éviter qu'elles reviennent aux politiques fermées, au protectionnisme et même à la xénophobie. Les Droits de l'Homme, la démocratie, la justice sociale et la paix doivent être préservés.

Le CCS remarque le risque qu'implique le fait de réduire l'assistance pour le développement, en ce moment, et le besoin de garantir que tous les efforts seront faits pour éviter que la crise économique mondiale devienne une crise humanitaire et de sécurité aux proportions potentiellement immenses. Le CCS réitère qu'il faut accomplir les engagements assumés auparavant par rapport à l'augmentation de l'AOD, ce qui signifie que les donateurs livreront environ 300 milliards de dollars en assistance, les deux années prochaines.

La coordination internationale de politiques est un point très important. La crise est multidimensionnelle et exige la cohérence politique aux niveaux mondial, régional et national. Dans les différents pays les répercussions sont différentes et il faut fournir des réponses politiques spécifiques conformes aux priorités nationales. Nous faisons un appel aux groupes d'intérêt pour qu'ils utilisent l'impulsion actuelle d'intensification de la coopération multilatérale pour promouvoir un cadre totalement inclusif de gouvernance mondiale.

Il faut renforcer la capacité des gouvernements pour concevoir les politiques pertinentes et s'assurer qu'elles disposent de ressources pour les mettre en place, en coordination avec leurs partenaires internationaux. Le système multilatéral joue un rôle central dans l'articulation et livraison d'une réponse globale et cohérente à la crise et il transfère cette réponse à l'action au niveau des pays. Dans les pays, les représentants des Nations Unies et du FMI et de la Banque Mondiale doivent travailler ensemble sur une approche conjointe, complémentaire par rapport à la crise.

Nous, les Chefs de Secrétariat des Organismes des Nations Unies, nous sommes résolus à entreprendre des actions décisives et urgentes. Vu les multiples aspects de la crise et les nouveaux mandats et responsabilités collectifs, nous avons accordé d'adopter neuf initiatives conjointes. L'engagement commun suivant est conçu pour aider les pays et la communauté mondiale à faire face à la crise, accélérer la récupération et construire une mondialisation juste et inclusive qui rende possible le développement économique, social et environnemental durable pour tous, et en même temps, faire face à l'avenir avec un esprit de conviction par rapport au besoin de mettre en place des changements qui permettent la transformation.

1. **Financement additionnel pour les plus vulnérables:** concevoir et plaider pour un mécanisme Banque Mondiale – ONU pour l’articulation et la mise en place en commun d’un financement additionnel, même à travers le Fonds de Vulnérabilité proposé par la Banque Mondiale.
2. **Sécurité alimentaire:** renforcer les programmes pour nourrir les affamés et élargir le soutien aux agriculteurs dans les pays en voie de développement.
3. **Commerce:** lutter contre le protectionnisme, même à travers la conclusion de la Ronde de Doha, et renforcer l’aide pour les initiatives commerciales et le financement du commerce.
4. **Initiative pour une économie “verte”:** promouvoir l’investissement dans la durabilité environnementale à long terme et indiquer le chemin pour que le monde avance vers la protection du climat.
5. **Un pacte mondial pour l’emploi** promouvoir l’emploi, la production, l’investissement, la demande extraordinaire et promouvoir le travail décent pour tous.
6. **Un plancher de protection sociale:** assurer l’accès aux services sociaux de base, le logement et l’empowerment et la protection des pauvres et des vulnérable.
7. **Stabilité sociale, humanitaire et de la sécurité:** prendre des mesures d’urgence pour protéger des vies et des subsistances, subvenir aux besoins humanitaires et soulager la faim, protéger les personnes déplacées et renforcer la stabilité sociale et de la sécurité.
8. **technologie et innovation :** Développer une infrastructure technologique pour rendre plus faciles la promotion et l’accès à l’innovation.
9. **Monitoring et analyse:**
 - Renforcer la surveillance macroéconomique et financière et mettre en place un système efficace d’alerte précoce économique;
 - Etablir d’urgence un mécanisme de monitoring et alerte qui comprenne tous les organismes de l’ ONU pour suivre les traces des événements, informer à propos des dimensions politiques, économiques, sociales et environnementales de la crise.

Il est essentiel de coordonner les politiques et de réussir à ce qu’elles soient cohérentes. Promouvoir la coordination de la supervision financière renforcée et des paquets de stimulation économique, cela améliorera son efficacité générale. Fournir des conseils politiques pertinents par rapport aux politiques contre cycliques, contribuera à protéger les personnes, accélérera la sortie de la crise et évitera qu’elle se répète.

Membres du Conseil des Chefs de Secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS)

- Secrétaire Général, Nations Unies (ONU)
- Organisation Internationale du Travail (OIT)
- Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO)
- Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO)
- Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI)
- Organisation Mondiale de la Santé (OMS)
- Banque mondiale
- Fonds Monétaire International (FMI)
- Union Postale Universelle (UPU)
- Union Internationale des Télécommunications (UIT)
- Organisation Météorologique Mondiale (OMM)
- Organisation Maritime Internationale (OMI)
- Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI)
- Fonds International de Développement Agricole (FIDA)
- Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI)
- Organisation Mondiale du Tourisme (OMT)
- Organisme International de l'Energie Atomique (OIEA)
- Organisation Mondiale du Commerce (OMC)
- Conférence des Nations Unies sur Commerce et Développement (UNCTAD)
- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
- Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUMA)
- Bureau du Haut. Commissionné des Nations Unies pour les Réfugiés (ACNUR)
- Organisme de Travaux Publics et Secours des Nations Unies pour les Réfugiés de Palestine au Proche Orient (OOPS)
- Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)
- Fonds de Population des Nations Unies (FNUAP)
- Programme Mondial d'Aliments (PMA)
- Bureau des Nations Unies contre la Drogue et le Délit (ONUDD)
- Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains (ONU-Habitat)
- Commissions Régionales Economiques des Nations Unies *
- Programme Conjoint des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) *
- Université des Nations Unies (UNU) *

* Intégrants ad hoc